

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 04 décembre 2024
(Convocation du 27 novembre 2024)

Aujourd'hui, le 04 décembre 2024 à 15h30, le collège membres fondateurs dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	20 20
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	10 10
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	1 1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
• Nombre		11
• Voix		11
Contre		
• Nombre		0
• Voix		0
Abstention		
• Nombre		0
• Voix		0

Étaient présents :

Mme Agathe Bourretère, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. René Castets, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier

Étaient excusés et avaient donné procuration :

M. Julien Dubois

Étaient excusés :

Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Francis Dupouey, M. Bernard Pouban, M. Marc Saint-Estevan

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Affaires générales - Exploitation des réservoirs de soutien d'étiage - Présentation des rapports du délégataire pour l'année 2023 et bilans de fin des concessions

Exposé des motifs :

Sur la base des rapports annuels produits par le délégataire assurant la gestion des ouvrages de soutien d'étiage de l'EPTB sur différents sous-bassins versants réalimentés du bassin de l'Adour, les services procèdent à la présentation en assemblée plénière de la gestion des contrats de service public délégués par la collectivité :

- Concession de service public pour les sous bassins Adour moyen et affluents, Midour-Douze - 2019-2023 ;
- Délégation de service public pour le Bouès - 2014-2023 ;
- Concession de service public pour la construction, l'exploitation et l'entretien des aménagements de l'Arros-Estéous - 1993-2023.

Dans le cadre de ces contrats d'exploitation des aménagements, le délégataire intervient sur plusieurs missions :

- Surveillance et entretien des ouvrages (réservoirs, stations pour les transferts ou les remplissages, stations hydrométriques de mesure des débits en rivière) ;
- Réalisation des visites et élaboration des rapports relevant de la réglementation sur la sécurité des ouvrages hydrauliques ;
- Gestion des eaux (période d'étiage et période de crues) ;
- Gestion des contrats avec les bénéficiaires ;
- Gestion financière du contrat.

La synthèse des résultats financiers des 3 contrats pour l'année 2023 est présentée dans chacun des tableaux suivants, en comparaison des 4 exercices précédents :

SOUS-BASSINS DE LA NOUVELLE CSP	CRAE 2023	Evol./N-1	CRAE 2022	CRAE 2021	CRAE 2020	CRAE 2019	COMPTE PREVISIONNEL CSP 2019-2023
TOTAL DES PRODUITS	1 614 673 €	-11,0%	1 813 290 €	1 505 293 €	1 628 068 €	1 449 757 €	1 479 591 €
TOTAL DES CHARGES	1 787 115 €	6,9%	1 671 390 €	1 500 504 €	1 568 840 €	1 437 667 €	1 481 441 €
REVERSION	376 624 €	-10,4%	420 330 €	299 786 €	374 821 €	293 311 €	283 153 €
dont part fixe	301 813 €	8%	279 088 €	262 491 €	258 405 €	255 341 €	255 341 €
dont part variable 1	21 329 €		24 132 €	19 312 €	25 605 €	17 859 €	24 849 €
dont part variable 2	36 126 €	-32%	84 531 €	17 769 €	64 350 €	15 733 €	2 963 €
dont dépassement	37 944 €		32 579 €	214 €	26 461 €	4 378 €	0 €

BOUES	CRAE 2023		CRAE 2022	CRAE 2021	CRAE 2020	CRAE 2019	CRAE 2018
TOTAL DES PRODUITS	53 393 €	-23,0%	69 381 €	65 430 €	60 706 €	55 597 €	78 349 €
TOTAL DES CHARGES	72 937 €	62,8%	44 797 €	49 689 €	47 039 €	44 605 €	42 116 €
REVERSION	650 €		911 €	861 €	836 €	795 €	787 €

ARROS - ESTEOUS	CRAE 2023		CRAE 2022	CRAE 2021	CRAE 2020	CRAE 2019	CRAE 2018
TOTAL DES PRODUITS	448 464 €	43,1%	313 380 €	264 621 €	359 564 €	271 587 €	285 106 €
TOTAL DES CHARGES	394 103 €	131,7%	170 107 €	152 986 €	263 099 €	189 095 €	224 997 €
REVERSION	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Une note jointe en annexe présente les détails des produits et des charges pour chacun des sous-bassins.



Les principaux éléments :

1/ Pour la CSP Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys et Midour et Douze :

En résumé, l'année 2023, constitue la dernière année d'exécution du contrat et est marquée par :

- Une utilisation importante des 4 stations de réalimentation par pompage pour reconstituer les réserves pendant la période hivernale 2022-2023, entraînant une forte consommation électrique ;
- La multiplication par 2,6 du budget électricité, de par les volumes pompés et surtout la forte augmentation des coûts électriques, comme annoncés en 2022 ;
- Des précipitations significatives sur le mois de juin qui ont permis de terminer le remplissage des réserves et de retarder le démarrage de la campagne d'irrigation à début juillet, entraînant des consommations modérées mais permettant aussi d'apaiser le système qui était resté sous tension après la sécheresse 2022 ;
- La vidange du Louet pour réaliser des travaux de sécurisation qui a entraîné une baisse des recettes estimée à 163 k€ alors que persistaient les charges fixes de l'ouvrage, hors gestion estivale de l'étiage ;
- Un coefficient d'actualisation élevé ($p = 1.182$) conséquence des crises COVID et d'Ukraine venant partiellement atténuer la baisse des recettes liée à l'absence de facturation sur l'axe Louet.

Au final, cette baisse des recettes conjuguée à la hausse des charges ont rendu l'exercice 2023 déficitaire (résultat négatif de 172 k€, soit 10,7% du chiffre d'affaires) remettant en cause l'équilibre global de la CSP qui avait été maintenu jusqu'alors, en ramenant le résultat moyen avant impôts à 61,5 k€, soit environ 4% du chiffre d'affaires.

Quelques éléments sur les produits : Le total des produits de la CSP est en baisse de 11% (- 198 k€) par rapport à 2022 (+20,5% et +308 k€).

Cette baisse relative s'explique par la consommation moyenne en 2023 comparée à une très forte consommation de l'année sèche 2022, ainsi que l'annulation des redevances relatives au réservoir du Louet pour cause de travaux (- 163 k€).

Cette baisse du volume de redevance est partiellement atténuée par un coefficient d'actualisation élevé (1,182), ainsi qu'une réversion des pénalités des dépassements 2022 assez importante (37 k€).

Sur 5 ans, la moyenne des produits d'exploitation du service augmente et s'élève à 1 602 k€ (versus prévisions contractuelles non actualisées à 1 479 k€).

Quelques éléments sur les charges : hors réversion, les charges augmentent de 11% (+ 139 k€) / 2022, dont :

- Énergie électrique : en hausse de 132 k€, (+ 93%) / 2022, en lien avec l'importance des volumes pompés pour compléter le remplissage des réservoirs et l'augmentation des coûts électriques (doublement du prix moyen de la période 2019-2022) ;
- Charges de sous-traitance : en hausse de 12%

Les charges de personnel sont contenues, en légère baisse de 15 k€ (- 3,4%).

La réversion à l'Institution Adour se maintient à un niveau relativement élevé en raison d'une facturation de dépassement des quotas supérieure à celle de 2022, concentrée sur les axes du Midour et de la Douze

Les dépenses de maintenance ont été réalisées à 94% du plan quinquennal prévisionnel.

Les dépenses de renouvellement et stations de mesure ont été réalisées à 114% du plan quinquennal prévisionnel.

Conformément aux modalités arrêtées dans le cadre de la négociation du contrat en 2018, la mobilisation de l'enveloppe annuelle de maintenance et renouvellement (369 k€) a été suivie année après année et il a été convenu lors de la réunion contractuelle d'octobre 2023 que des derniers travaux (notamment de modernisation des équipements électriques) soient réalisés et imputés sur cette enveloppe pour son entière consommation. Ces engagements ont été vérifiés lors de la réunion contractuelle de juin 2024.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



2/ Pour la DSP Tillac et Cassagnaou (Bouès) :

2023 constitue la dernière année d'exécution du contrat d'exploitation de la DSP des barrages de Tillac et Cassagnaou (10 ans).

En résumé, compte tenu de la baisse des produits conjuguée à la hausse des charges, le résultat d'exploitation 2023 est déficitaire et s'élève à **19 543 €**.

Quelques éléments sur les produits : en baisse de 23% (- 16 k€)

On observe les variations ci-dessous :

- Les produits de service en hausse de 8% (+1,5 k€) en raison de la réforme tarifaire du Système NESTE qui instaure en 2023 un tarif binôme et une augmentation des redevances ;
- Le versement par l'agence de l'eau pour la première année d'une aide à la gestion des étiages pour un montant de 12 k€ ;
- Pour cette dernière année du contrat, le non versement de la subvention d'équilibre qui s'élevait à 35 k€ en 2022.

Quelques éléments sur les charges : en hausse de 63% (+ 28 k€)

Cette évolution s'explique principalement par la hausse des charges électriques.

Le budget électricité a été multiplié par **6** entre **2022 et 2023** (+26,5 k€), en raison de l'augmentation des tarifs de l'électricité et du nécessaire remplissage complémentaire de Tillac.

Le bilan financier global des 10 années d'exploitation fait ressortir un résultat avant impôts négatif (- 4,6 k€) et un **résultat net beaucoup plus marqué négativement (après impôts) de - 35 k€**, en raison d'une faible assiette d'usagers redevables pour des coûts relatifs importants liés à la présence de 2 barrages et une station de pompage..

3/ Pour la CSP pour la Construction, l'entretien et l'exploitation du réservoir de l'Arrêt-Darré et de ses ouvrages annexes (Arros et Estéous) :

2023 constitue la dernière année d'exécution du contrat de construction-exploitation du barrage de l'Arrêt-Darré et de ses ouvrages annexes réalimentant l'Arros et l'Estéous (1993 - 2023, intégrant la prolongation par avenant pour la période mars à décembre 2023).

En résumé, compte tenu de la baisse des produits conjuguée à la hausse des charges, le résultat d'exploitation 2023 s'élève à **54,4 k€ avant impôts** (soit un résultat net de 13,6 k€, représentant 3% du chiffre d'affaires).

Cependant, le résultat de l'exploitation 2023, en baisse de 62%, n'est pas comparable à celui de 2022, l'avenant 3 ayant modifié les conditions financières de l'exploitation de l'ouvrage notamment en fixant une réversion de 120 k€ au maître d'ouvrage (avenant 3 de mars 2023).

Quelques éléments sur les produits : +43% (/ 2022)

Les produits d'exploitation de service sont notamment en hausse de 12%, en lien avec :

- la forte hausse du coefficient d'actualisation (16%),
- la reprise sur provision et garantie continuité du service en hausse de 104 k€ (+ 284%) correspondant au montant élevé de la maintenance réalisé en 2023, dernière année d'exécution du contrat.

Quelques éléments sur les charges : en hausse de 132% (/ 2022)

Cette hausse s'explique notamment par une hausse :

- de l'électricité (+51%),
- de la sous-traitance (+35%) liée à l'entretien de la végétation,
- de la forte augmentation du volume de travaux de maintenance (+ 104 k€, 284%) pour restituer un ouvrage en bon état.

Le bilan financier global des 30 années d'exploitation fait ressortir un résultat positif quasiment chaque année, en lien avec le volume important de l'ouvrage et une assiette d'usagers relativement importante.



Vu l'article 52 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession,
Vu l'article L.3131-5 du code de la commande publique,
Considérant le contrat de « concession de service public pour l'exploitation des réservoirs sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys et Midour et Douze, pour les années 2019 à 2023 », signé le 26 avril 2019,
Considérant la convention de « délégation de service public pour la gestion des réservoirs de soutien d'étiage des Cassagnaou et Tillac » (bassin du Bouès), pour les années 2014 à 2023, signée le 26 novembre 2013,
Considérant le contrat de « concession pour la construction, l'entretien et l'exploitation du réservoir de l'Arrêt-Darré et de ses ouvrages annexes » (bassins de l'Arros et de l'Estéous amont), signé le 16 mars 1993 pour une durée de 30 ans, et son avenant 3 en date du 18 mars 2023,

LE COLLEGE MEMBRES FONDATEURS

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et

DECIDE

Article 1

- d'approuver les rapports annuels du délégataire, pour l'année d'exploitation 2023, relatifs à :
 - o la « concession de service public pour l'exploitation des réservoirs sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys et Midour et Douze »,
 - o la « délégation de service public pour la gestion des réservoirs de soutien d'étiage des Cassagnaou et Tillac » (bassin du Bouès),
 - o la « concession pour la construction, l'entretien et l'exploitation du réservoir de l'Arrêt-Darré et de ses ouvrages annexes » (bassins de l'Arros et de l'Estéous amont),
- de prendre acte des informations sur les bilans financiers globaux sur la durée de chacun des 3 contrats,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 04 décembre 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 20/01/2025

Reçu en préfecture le 20/01/2025

Publié le

ID : 040-254002264-20241204-241204H2139H1-DE



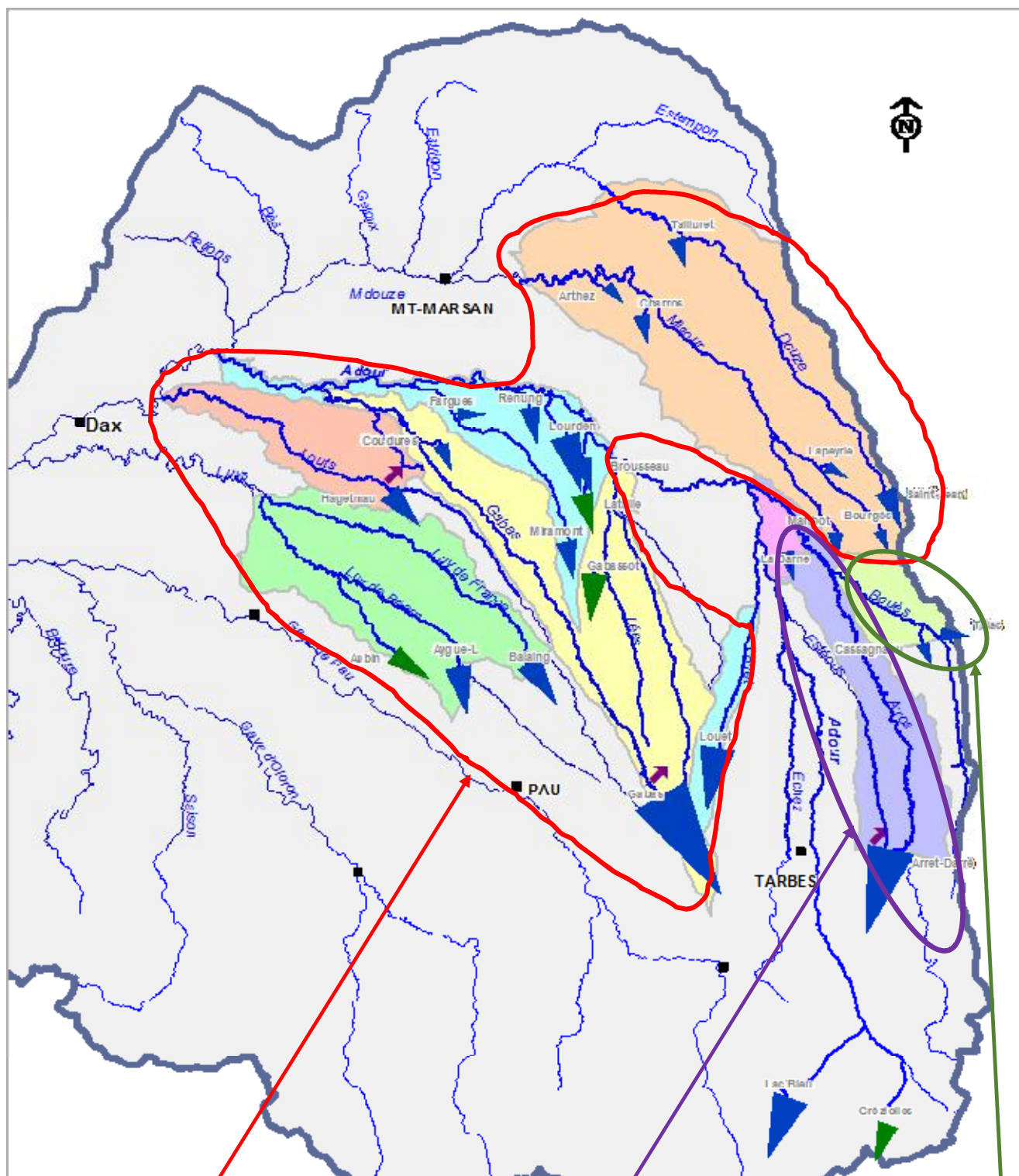
***Présentation des rapports financiers des contrats relatifs
à la gestion des ouvrages
de soutien d'étiage multi-usages :***

- la CSP Adour et affluents - Midour-Douze (2019-2023)***
- la DSP Bouès (2014 – 2023)***
- la Concession de construction et exploitation des
ouvrages sur l'Arros-Estéous (1993 – 2023)***

Exercice 2023



Carte de localisation des périmètres des concessions pour la gestion des sous-bassins réalimentés



Concession Adour et affluent
rive gauche - Midour-Douze
2019 - 2023

Concession de construction
exploitation des ouvrages de
réalimentation de l'Arros et
Estéous 1993-2023

Délégation pour
l'exploitation des ouvrages
de Tillac et Cassagnaou
(Bouès) 2014-2023

Présentation synthétique des rapports financiers de l'exploitation de l'année 2023

Envoyé en préfecture le 20/01/2025

Reçu en préfecture le 20/01/2025

Publié le

ID : 040-254002264-20241204-241204H2139H1-DE



SOUS-BASSINS DE LA NOUVELLE CSP	CRAE 2023	Evol./N-1	CRAE 2022	CRAE 2021	CRAE 2020	CRAE 2019	COMPTE PREVISIONNEL CSP 2019-2023
TOTAL DES PRODUITS	1 614 673 €	-11,0%	1 813 290 €	1 505 293 €	1 628 068 €	1 449 757 €	1 479 591 €
TOTAL DES CHARGES	1 766 527 €	5,7%	1 671 390 €	1 500 504 €	1 568 840 €	1 437 667 €	1 481 441 €
REVERSION	376 624 €	-10,4%	420 330 €	299 786 €	374 821 €	293 311 €	283 153 €
dont part fixe	281 225 €	1%	279 088 €	262 491 €	258 405 €	255 341 €	255 341 €
dont part variable 1	21 329 €	-32%	24 132 €	19 312 €	25 605 €	17 859 €	24 849 €
dont part variable 2	36 126 €		84 531 €	17 769 €	64 350 €	15 733 €	2 963 €
dont dépassement	37 944 €		32 579 €	214 €	26 461 €	4 378 €	0 €

BOUES	CRAE 2023		CRAE 2022	CRAE 2021	CRAE 2020	CRAE 2019	CRAE 2018
TOTAL DES PRODUITS	53 393 €	-23,0%	69 381 €	65 430 €	60 706 €	55 597 €	78 349 €
TOTAL DES CHARGES	72 937 €	62,8%	44 797 €	49 689 €	47 039 €	44 605 €	42 116 €
REVERSION	650 €		911 €	861 €	836 €	795 €	787 €

ARROS - ESTEIOUS	CRAE 2023		CRAE 2022	CRAE 2021	CRAE 2020	CRAE 2019	CRAE 2018
TOTAL DES PRODUITS	448 464 €	43,1%	313 380 €	264 621 €	359 564 €	271 587 €	285 106 €
TOTAL DES CHARGES	394 103 €	131,7%	170 107 €	152 986 €	263 099 €	189 095 €	224 997 €
REVERSION	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €



Sur le plan des recettes, l'année 2023 a été marquée par :

- des conditions climatiques dans la moyenne observée,
- les travaux sur le Louet,
- un coefficient d'actualisation élevé de 1,182 compensant la baisse du chiffre d'affaires.

PRODUITS : en baisse de 11% (- 198 k€) / 2022

Pour rappel, la campagne 2022 était une année exceptionnelle de consommation en raison d'une sécheresse historique.

Deux éléments sont à rapporter sur la campagne 2023 :

- la réalisation de travaux de confortement et de sécurisation du barrage du Louet en 2023 a nécessité de vidanger totalement le lac donc de ne pas assurer le soutien des étiages et les usages économiques. Les produits associés à l'exploitation de l'ouvrage (**part fixe, DIG Adour Amont**) n'ont donc pas été appelés, générant une baisse du chiffre d'affaires estimée à **163 k€** par la CACG.

- La valeur élevée du coefficient d'actualisation 2023 (**1,182**) vient compenser la baisse du chiffre d'affaires que l'on aurait observée en raison de l'absence de facturation sur le périmètre du Louet.

Dans le détail :

- la **part fixe** (1 243 k€) est en progression de 15,5 k€ (+ 1,6 %), principalement liée à la forte actualisation indiciaire des prix.

- la **part variable totale** (309 k€) est en très nette baisse de 153 k€ (- 33%), en raison de consommations relativement faibles.

Ce montant se situe dans la moyenne des années humides.

Incluse dans cette part variable, la consommation hors quota (dépassements), malgré une année plutôt humide, reste à un niveau très élevé de 37 k€ et se concentre sur deux axes - le Midour et la Douze.

La moyenne des produits sur les 5 années de cette CSP s'élève à 1 602 k€ (+ 8 % / prévisions contractuelles non actualisées).

CHARGES : sans réversion, en progression de 11% (+ 139 k€) / 2022

Cette hausse s'explique principalement par la forte hausse des tarifs de l'électricité : la facture 2023 correspond à 2,6 fois la prévision contractuelle.

- **Energie électrique** : + 93% (+ 132 k€) / 2022, et + 229% / 2021

Plusieurs points sont à relever :

- une consommation d'électricité supérieure de 23% à la moyenne observée sur les 4 précédentes années, en raison de la sollicitation des stations de remplissage pour reconstituer les stocks pendant la période hivernale 2022-2023 ;
- la fin du rattrapage en 2023 du défaut de comptage et de facturation par ENEDIS d'une part de la consommation électrique sur la station du Gabas en 2022, correspondant à un montant de 25 474 € ;
- le doublement du prix moyen du KWh (de 0,065 €/KWh sur la période 2019-2022 à 0,137 €/KWh en 2023). Cette augmentation est le résultat de la négociation d'un



- Sous-traitance et frais de contrôle : + 6,6 %.

Ce poste concerne principalement l'entretien annuel de la végétation des barrages, avec une actualisation de près de 12% des prestations en 2023, ainsi que les frais de contrôles réglementaires des installations.

- Charges de personnel : - 3,4 % (- 15 k€)

Ceci témoigne d'une certaine stabilité dans les moyens humains affectés à la gestion du contrat.

	2019 CONTRAT	2019 REEL	2020 REEL	2021 REEL	2022 REEL	2023 REEL
Répartition des ETP / fonction ou mission :	4,66	5,30	6,07	6,26	5,66	5,33
Gestion des ressources en eau	1,13	1,84	1,24	1,66	1,49	1,38
Gestion des contrats	1,15	1,78	2,23	1,39	1,74	1,67
Auscultation et sécurité des ouvrages	1,45	1,05	1,64	1,54	1,41	1,32
Maintenance	0,93	0,63	0,96	1,37	0,95	0,96
Etude de danger Louet				0,30	0,07	0,00

évol. 2023 / 2022

-6%

évol. 2023 / contrat

14%

évol. moy. 2019-2023 / contrat

23%

évol. 2023 / 2019

1%

- Réversion 2023 : 376 k€ , soit - 10% / 2022

Elle se maintient à un niveau relativement élevé en raison d'une facturation de dépassement des quotas supérieure à celle de 2022, concentrée sur les axes du Midour et de la Douze.

- Provisions :

Les provisions de maintenance et de renouvellement ont été réalisées à hauteur du montant moyen annuel estimé dans le contrat.

La provision pour créances douteuse a été constitué à hauteur de 7 462 €, soit 0,5 % des produits du contrat et concerne 13 clients.

Suivi de la consommation de l'enveloppe de renouvellement et maintenance

	Enveloppe contractuelle			Consommation réelle						% de la consommation
	quinquennale	annuelle	2019 à 2023	2019	2020	2021	2022	2023	2019 à 2023	/ contrat sur 5 ans
Maintenance	1 687 690 €	337 538 €	1 687 690 €	207 412 €	341 153 €	288 724 €	326 573 €	430 364 €	1 594 226 €	94%
Renouvellement et stations de mesure	157 600 €	31 520 €	157 600 €	12 891 €	38 345 €	46 329 €	56 922 €	25 701 €	180 188 €	114%
TOTAL	1 845 290 €	369 058 €	1 845 290 €	220 303 €	379 498 €	335 053 €	383 495 €	456 065 €	1 774 414 €	96%

Maintenance : consommation de 94% du plan quinquennal prévisionnel.

Renouvellement et stations de mesure : consommation de 114% du plan quinquennal prévisionnel

La part de l'enveloppe contractuelle provisionnée pour la maintenance non consommée s'élève à 70 876 € à fin 2023.

CONCLUSION :

Envoyé en préfecture le 20/01/2025

Reçu en préfecture le 20/01/2025

Publié le

ID : 040-254002264-20241204-241204H2139H1-DE



L'année 2023, constitue la dernière année d'exécution du contrat et est marquée par :

- Une utilisation importante des 4 stations de réalimentation par pompage pour reconstituer les réserves pendant la période hivernale 2022-2023, entraînant une forte consommation électrique ;
- La multiplication par 2,6 du budget électricité ;
- Des précipitations significatives sur le mois de juin qui ont permis de terminer le remplissage des réserves et de retarder le démarrage de la campagne d'irrigation à début juillet, entraînant des consommations modérées mais permettant aussi d'apaiser le système qui était resté sous tension après la sécheresse 2022 ;
- La vidange du Louet pour réaliser des travaux de sécurisation qui a entraîné une baisse des recettes estimée à 163 k€ ;
- Un coefficient d'actualisation élevé ($p = 1.182$) permettant de réduire la baisse du chiffre d'affaires liée à cette non facturation.

Au final, cette baisse des recettes conjuguée à la hausse des charges ont rendu l'exercice 2023 déficitaire (résultat négatif de 172 k€, soit 10,7 % du chiffre d'affaires) remettant en cause l'équilibre global de la CSP qui avait été maintenu jusqu'alors.

Conformément aux modalités arrêtées dans le cadre de la négociation du contrat en 2018, la mobilisation de l'enveloppe annuelle de maintenance et renouvellement (369 k€) a été suivie année après année et il a été convenu lors de la réunion contractuelle d'octobre 2023 que des derniers travaux (notamment de modernisation des équipements électriques) soient réalisés et imputés sur cette enveloppe pour son entière consommation. Ces engagements ont été vérifiés lors de la réunion contractuelle de juin 2024.

COMPTE D'EXPLOITATION RECAPITULATIF DES 5 ANNEES DU CONTRAT « CSP ADOUR ET AFFLUENTS - MIDOUZE »

Envoyé en préfecture le 20/01/2025

Reçu en préfecture le 20/01/2025

Publié le

ID : 040-254002264-20241204-241204H2139H1-DE



TOTAL CSP	2019 CONTRAT	2019 REEL	2020 REEL	2021 REEL	2022 REEL	2023 REEL	MOYENNE 2019 à 2023	evolution moyenne / contrat
Produits d'exploitation du service :	1 354 430	1 328 160	1 506 449	1 385 098	1 689 934	1 552 661	1 492 460	
Produits divers	6 264	3 484	4 599	4 671	4 967	1 492	3 843	
Transfert DIG Adour amont	53 721	53 721	54 366	55 225	58 717	0	44 406	
Volume non valorisé du GABAS	65 176	64 392	62 655	60 298	59 671	60 520	61 507	
TOTAL DES PRODUITS	1 479 591,00	1 449 757,00	1 628 069,00	1 505 292,00	1 813 289,00	1 614 673,00	1 602 216	8,3%

Charges achats et services :	316 062	284 378	278 733	266 438	331 550	487 721	329 764	4,3%
Achats de matières premières, fournitures	2 982	110	0	0	0	0	22	
Energie électrique	104 705	106 533	91 947	83 391	142 410	274 533	139 763	33,5%
Sous-traitance, locations, services extérieurs	92 770	78 665	83 268	82 466	80 146	85 411	81 991	-11,6%
Primes d'assurance	41 720	41 717	43 382	42 555	43 012	43 407	42 815	2,6%
Déplacements, missions	40 668	36 623	35 529	40 584	44 500	58 171	43 081	5,9%
Frais postaux et télécommunications	33 217	20 714	24 607	17 407	21 463	26 161	22 070	-33,6%
Charges de personnel :	439 568	413 820	471 900	489 398	467 758	452 063	458 988	4,4%
Réversion d'exploitation :	283 153	293 311	374 821	299 786	420 330	376 624	352 974	24,7%
Part fixe	255 341	255 341	258 405	262 491	279 088	281 225	267 310	4,7%
Part variable 1	24 849	17 859	25 605	19 312	24 132	21 329	21 647	
Part variable 2	2 963	15 733	64 350	17 769	84 531	36 126	43 702	
Dépassement		4 378	26 461	214	32 579	37 944	20 315	
Amortissement logiciel	73 600	73 600	73 600	73 600	73 600	73 600	73 600	
Provisions de maintenance	337 538	337 538	337 538	337 538	337 538	337 538	337 538	
Provisions de renouvellement	31 520	31 520	31 520	31 520	31 520	31 520	31 520	
Provision créances douteuses ⁽²⁾		0	728	2 228	9 094	7 461	3 902	
TOTAL DES CHARGES	1 481 441	1 437 667	1 568 840	1 500 504	1 671 390	1 766 527	1 588 987	7,3%

RESULTAT AVANT IMPOT	-1 850	12 090	54 630	4 789	141 899	-151 854
-----------------------------	---------------	---------------	---------------	--------------	----------------	-----------------

moyenne/contrat

TOTAL CHARGES hors réversion	1 198 288	1 144 356	1 194 019	1 200 718	1 251 060	1 389 903	1 236 012	3,1%
-------------------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	-------------



2023 constitue la dernière année d'exécution du contrat d'exploitation de la DSP des barrages de Tillac et Cassagnaou.

PRODUITS : en baisse de 23% (- 16 k€)

On observe les variations ci-dessous :

- Les produits de service en hausse de 8% (+1,5 k€) en raison de la réforme tarifaire du Système Neste qui instaure un tarif binôme et une augmentation des redevances ;
- Le versement par l'agence de l'eau pour la première année d'une aide à la gestion des étiages pour un montant de 12 k€ ;
- Le non versement de la subvention d'équilibre qui s'élevait à 35 k€ en 2022.

CHARGES : en hausse de 63% (+ 28 k€)

Cette évolution s'explique principalement par la hausse des charges électriques.

Le budget électricité a été multiplié **par 6 entre 2022 et 2023** (+26,5 k€), en raison de l'augmentation des tarifs de l'électricité et du nécessaire remplissage complémentaire de Tillac.

RESULTAT :

Compte tenu de la baisse des produits conjuguée à la hausse des charges, le résultat d'exploitation 2023 est déficitaire et s'élève à **19 543 €**.

Le bilan financier global des 10 années d'exploitation fait ressortir un résultat avant impôts négatif (- 4,6 k€) et un résultat net beaucoup plus marqué négativement (après impôts) de - 35 k€.

Ce bassin bénéficie de la réforme tarifaire sur le système Neste dont il dépend, et sur lequel est menée la réflexion du nouveau modèle économique de soutien d'étiage qui a pour but de faire participer les usages non préleveurs aux coûts de fonctionnement des ouvrages de réalimentation multi-usages, en introduisant si possible une part de mutualisation à l'échelle du bassin Adour-Garonne



Bilan financier global de la DSP pour l'exploitation des réservoirs de Tillac et Cassagnaou (Bouès)

01/01/2024 au 31/12/2023

Cassagneou Tillac (X3214)	ANNEES										
Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
PRODUITS											
Exploitation du service	25 053,60	16 374,01	16 666,02	16 431,23	17 125,38	17 488,80	18 167,56	16 852,31	10 230,16	20 594,95	184 115,83
Collectivités et autres organismes publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Aide à la gestion des étiages	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12 165,00	12 165,00
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Redevance AEAG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reversion Maître d'Ouvrage	750,20	761,51	765,02	778,35	778,35	794,88	825,77	851,91	910,62	944,47	8 170,08
Travaux attribués à titre exclusif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits divers	28 470,00	28 567,50	28 660,38	-	58 792,51	30 298,13	31 354,35	32 272,50	34 020,38	-	273 373,75
Reprise sur provision, créances douteuses	-	-	-	-	-	50,40	-	-	4,07	-	63,47
Reprise sur provision, garantie de continuité du service	-	8 413,73	13 753,56	17 718,06	1 652,62	6 755,55	10 358,21	15 443,05	14 307,04	19 582,70	108 189,55
Total des produits	54 282,80	54 117,65	59 891,88	34 927,66	78 348,86	55 596,77	60 705,89	65 429,77	69 381,22	53 393,13	586 078,63
CHARGES											
Personnel	13 605,74	11 037,47	10 090,02	10 441,10	5 826,60	9 270,83	13 108,15	11 918,17	11 367,34	10 362,21	107 046,62
Energie électrique	3 240,81	4 761,20	5 881,45	10 601,45	3 433,50	6 567,48	3 976,47	3 214,85	5 596,60	32 098,02	88 341,71
Achats d'eau (ou de prestations assainissement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits de traitement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Analyses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-traitance, matières et fournitures	7 648,20	4 390,51	3 137,43	3 383,21	3 284,47	3 138,00	3 667,81	3 287,28	3 635,84	3 395,18	38 969,02
Impôts locaux et taxes (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses d'exploitation dont :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- télécommunication, postes et télégestion	1 170,98	2 696,13	5 336,06	6 143,68	7 133,91	1 303,32	1 008,20	632,24	361,58	885,09	27 281,67
- engins et véhicules	562,86	763,19	304,39	953,60	615,37	620,75	856,55	814,46	1 012,77	975,47	7 479,71
- informatique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- assurance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- loyers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais de contrôle	-	2 361,03	22 747,74	5 246,61	2 230,07	3 302,81	5 148,82	2 544,04	4 620,03	5 344,61	65 645,86
Provision créances douteuses	-	-	-	-	-	59,40	-	4,00	-	204,30	267,70
Redevances contractuelles 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contributions des services extérieurs et co-traitants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contributions et autres organismes publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Redevance AEAG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reversion maître d'ouvrage	4 085,01	4 102,00	765,05	780,65	787,15	802,95	0,05	850,60	910,82	650,00	13 752,28
Charges relatives aux renouvellements :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- garantie de continuité du service	34 076,17	22 137,27	17 660,06	15 670,20	14 924,00	11 939,20	8 954,40	5 959,60	2 584,80	-	134 316,00
- programme contractuel : travaux de maintenance	1 084,61	8 413,73	13 753,56	17 718,06	1 652,62	6 755,55	10 358,21	15 443,05	14 307,04	19 011,70	109 578,25
- franchise rattachée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges relatives aux investissements :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- programme contractuel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- franchise rattachée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- annuités d'emprunt de la collectivité prises en charge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- amortissements anticipés ou en parades	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges relatives aux investissements du domaine privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES CHARGES	60 390,77	60 063,73	79 670,06	75 938,05	44 556,09	44 504,90	47 039,16	49 698,31	44 790,80	72 930,77	590 698,84
RESULTAT AVANT IMPOT	- 12 112,97	- 6 546,08	- 19 781,78	- 45 010,39	33 390,77	10 991,87	13 666,73	15 741,46	24 590,42	- 19 543,64	- 6 620,21
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	-	-	-	-	11 128,14	3 053,39	1 555,12	5 245,83	6 145,11	-	-
RESULTAT	- 12 112,97	- 6 546,08	- 19 781,78	- 45 010,39	22 262,63	7 938,48	12 111,61	10 495,63	18 435,32	- 19 543,64	- 35 360,80



PRODUITS : en hausse de 43%

Les produits d'exploitation de service s'élèvent à 305 k€ en 2023 et sont en hausse de 12%, principalement en lien avec la forte hausse du coefficient d'actualisation K du prix de l'eau (+16,7 % sur l'Arros Amont et Aval et +16 % sur l'Estéous).

Les autres postes de produits sont conformes aux moyennes annuelles observées.

La reprise sur provision et garantie continuité du service en hausse de 104 k€ (+ 284%) correspond au montant élevé de la maintenance réalisé en 2023, dernière année d'exécution du contrat.

CHARGES : en hausse de 132 %

En 2023, les autres variations concernent :

- **Charge de personnel** : en légère hausse de 3% ;
- **Energie électrique** : en forte hausse (+ 51%), directement proportionnelle à l'augmentation des tarifs de l'électricité ;
- **Sous-Traitance** : +35 % sur 2022
Ce poste comprend principalement les charges liées à l'entretien annuel de la végétation. Des entretiens complémentaires ont dû être réalisés pour maîtriser la végétation à l'aval du bassin de dissipation ;
- **Provisions pour garantie continuité de service**. Ces provisions n'ont pas été constituée en raison de la fin du contrat.
- **Réversion au maître d'ouvrage** : d'un montant de 120 000 €, elle correspond à l'actualisation de la dotation moyenne de maintenance, non réalisée pour la dernière année du contrat, et a été intégrée dans le volet financier de l'avenant 3.
- **Travaux de maintenance** : +284 % (+ 104 k€)
Cette hausse s'explique par les travaux de fin de contrat réalisés pour restituer un ouvrage en bon état de fonctionnement.

RESULTAT :

Le résultat de l'exploitation 2023, en baisse de 62%, n'est pas comparable à celui de 2022, l'avenant 3 ayant modifié les conditions financières de l'exploitation de l'ouvrage notamment en fixant une réversion de 120 k€ au maître d'ouvrage.